

Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais  
Séance plénière des 20 et 21 octobre 2011

**Groupe Communiste, Parti de Gauche et Unitaires**  
**Intervention de Brigitte Passebosc**

**Le devenir du Groupe Continentale Nutrition**

Monsieur le Président, Chers Collègues,

J attire votre attention sur la situation de la société Continentale Nutrition, implantée au sein de l'agglomération boulonnaise, et spécialisée dans la fabrication d'aliments pour chiens et chats qui de surcroît emploie actuellement plus de 700 salariés sur un ensemble de six sites de production.

Comme vous le savez très certainement, l'entité continentale vient de lancer un plan de restructuration qui se concrétisera par la fermeture de son site de Vedène dans le Vaucluse en laissant dans l'insécurité sociale 99 salariés.

Aussi, les répercussions de ce plan se traduiront par la suppression de 21 postes dans l'agglomération boulonnaise.

En effet, depuis quatre ans le groupe continentale rencontre de réelles difficultés liées à la hausse des matières premières et plus particulièrement depuis deux ans avec la chute de la livre Sterling car 75 % de son activité est destinée au marché anglais.

Au-delà des vicissitudes conjoncturelles, la menace d'une externalisation des activités productives boulonnaises vers le Royaume-Unis reste une option plausible car la direction à laisser sous-entendre de manière alambiquée cette possibilité.

Rappelons que la SA continentale est détenue à 51 % par une Holding familiale, la financière Delepierre Houssin et à 47 % par Monsieur Jean-Pierre Delpierre. Le groupe est aussi actionnaire dans plusieurs sociétés commerciales : Continentale nutrition Deutschland, Continentale Nutrition Nederland, Continentale Nutrition Italie mais aussi de l'entreprise Delpierre Mer et Tradition pour laquelle nous sommes déjà intervenus financièrement pour son développement.

Par ailleurs, notre Institution Régionale avec la Communauté d'Agglomération du Boulonnais mais aussi l'Etat via ses différents dispositifs, sont intervenus par des subventions conséquentes pour soutenir le développement du groupe en question.

En 2003, nous avons accordé un FSI d'un montant de 400 000 euros dans la perspective de la création d'une unité de production permettant la création de 78 emplois en mode CDI.

En 2007, pour accompagner le projet de relance du groupe nous avons accordé une avance remboursable de 1 000 000 euros.

C'est pourquoi, au regard de notre engagement pro-actif en faveur de ce groupe, il me semble nécessaire d'exercer un droit de regard sur la stratégie industrielle déployée.

Dans cette configuration, il est urgent dans le cadre de nos PLDE et plus particulièrement pour celui du boulonnais, de créer véritablement des cellules de veille et d'anticipation afin de gérer au mieux en amont les difficultés économiques d'entreprises, dans l'objectif d'éviter de se retrouver dans des situations extrêmes entraînant des plans de sauvegarde de l'emploi.

Boulogne et ses environs compte plus de 3 000 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. C'est 2 % de plus que l'année dernière, dans une région où le chômage pour cette même tranche d'âge a reculé de 3,7%.

Ces statistiques moroses en corrélation avec nos inquiétudes concernant le devenir de la SA Continentale et celles liées au devenir du groupe Findus, doivent nous faire sur-réagir pour lutter efficacement contre l'insécurité sociale et économique.

Ainsi, je vous propose, Monsieur le Président, d'organiser avec célérité, une réunion de concertation sur le territoire avec l'ensemble des protagonistes économiques et sociaux afin d'être à l'offensive sur le devenir de nos industries. Nous disposons d'outils pour agir avec, par exemple, la continuité professionnelle et nos structures financières pour lesquelles nous sommes actionnaires.

Je vous remercie de votre attention.